



## Objectifs du projet

Renforcer l'agriculture, l'exploitation forestière, entre autres affectations des terres (AFAT) et les secteurs de la pêche artisanale au sein des systèmes agroécologiques et des bioéconomies (AEBE) afin d'accroître leur compétitivité, leur productivité, leur résilience et leur efficacité.

## Contexte

Le gouvernement de la Colombie (GC) a augmenté sa CDN (contribution déterminée au niveau national) et s'est engagé (lors de la COP26 de Glasgow en 2021) à réduire les émissions de GES de 51 % et à atteindre un taux de déforestation nul d'ici 2030 et la neutralité carbone d'ici 2050. De plus, le GC s'est également engagé à atteindre l'objectif 30-30 visant à protéger 30 % des territoires terrestres et marins d'ici 2030. Des transformations radicales et des innovations fondées sur la science dans les secteurs de l'agriculture et de l'exploitation forestière sont absolument essentielles à la réalisation de ces objectifs ambitieux.

Les forêts du pays, de l'Amazonie à la région du Pacifique, couvrent 52 % de son territoire et sont reconnues pour leur potentiel de soutien à des bioéconomies durables. Toutefois, un ensemble de facteurs politiques, socioculturels et institutionnels entravent le développement d'une économie forestière durable ou, autrement dit, d'une bioéconomie basée sur des systèmes intégrés de production forestière et agricole qui préservent la vie des arbres et l'écoulement des rivières. À ce jour, la déforestation demeure l'un des principaux problèmes environnementaux affectant le pays. Cet état de fait trouve son origine dans les conflits socioéconomiques qui sévissent dans les zones reculées où l'État est peu présent, accentués par des facteurs tels que la croissance démographique et l'augmentation des activités illégales telles que l'extraction de minéraux, l'implantation de cultures à usage illicite, l'accaparement de terres, l'extension des infrastructures routières, l'abattage illégal des forêts, l'expansion de la frontière agricole et la corruption, entre autres.

Actuellement, en dépit des efforts déployés par les gouvernements, les ONG et les communautés, les expériences concrètes de bioéconomies fondées sur la nature et durables sont encore éparpillées, d'une ampleur très limitée, essentiellement soutenue par la coopération internationale et les subventions publiques et avec une appropriation et une responsabilisation insuffisantes des entités et communautés locales. Le manque d'assistance technique et financière soutenue, la

circulaire, de manière à permettre l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets dans les zones côtières et les frontières forestières de la Colombie

faiblesse des cadres institutionnels et politiques et l'insuffisance des flux d'innovation fondée sur la science entravent l'accomplissement d'une durabilité économique et environnementale à une échelle suffisamment importante pour contrer les pressions croissantes et destructrices sur le capital naturel du pays.

Ce projet propose une recherche intelligente en matière de développement en vue de la mise en œuvre, de la mise à l'essai et de la surveillance des innovations AEBE, tant techniques qu'organisationnelles, qui transforment les systèmes agroalimentaires et les pratiques de gestion foncière et renforcent et intègrent les chaînes de valeur. L'objectif est de mettre en œuvre une approche territoriale ascendante pour coconcevoir et tester un ensemble d'innovations AEBE capables à terme de faciliter d'autres initiatives à l'échelle nationale et locale.

### Théorie du changement

En promouvant l'innovation scientifique, par le biais de pratiques pertinentes en matière d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets, ABRIGUE devrait avoir un effet positif sur les modèles de transition vers une agriculture durable et des chaînes de valeur responsables qui réunissent de multiples acteurs et mobilisent la recherche et le développement technologique vers la transformation des systèmes agroalimentaires. Un effet secondaire est que les entités nationales et régionales liées au changement climatique et à la gestion des risques amélioreront leur capacité à maintenir, à promouvoir et à étendre les systèmes technologiques et d'innovation, les connaissances agroécologiques et les stratégies de bioéconomie, en vue de réduire la déforestation et d'atténuer les impacts du changement climatique.

Pour atteindre ces résultats, ABRIGUE propose la transformation et la transition des secteurs agricole (y compris la gestion des élevages) et forestier, entre autres affectations des terres (AFAT), ainsi que de la pêche artisanale, vers des systèmes alimentaires agroécologiques intégrés et des bioéconomies (AEBE), avec le potentiel d'accroître la compétitivité, la productivité, la résilience et la durabilité.

ABRIGUE propose une stratégie à deux niveaux : i) Par une analyse cohérente des politiques nationales existantes en matière de changement climatique, d'agroécologie et de science, de technologie et d'innovation. Le projet identifiera les lacunes en matière de coordination entre politiques, les synergies possibles entre les secteurs et formulera des recommandations pertinentes. À leur tour, les acteurs des systèmes sectoriels et régionaux liés à l'adaptation aux changements climatiques et à l'atténuation de leurs effets seront renforcés dans leurs capacités conceptuelles et méthodologiques. En promouvant les dialogues sur les connaissances et les mécanismes de formation, ABRIGUE devrait générer un portefeuille d'options pour les transitions agroécologiques innovantes des systèmes alimentaires, qui fourniront ensuite des intrants permettant l'innovation ainsi que l'amélioration des politiques publiques.

ii) Au niveau territorial, ABRIGUE devrait promouvoir et soutenir les innovations techniques et organisationnelles en agroécologie, en bioéconomie circulaire (ABEC) et en matière de pêche artisanale responsable dans trois zones frontalières forestières (l'une d'entre elles étant une frontière forestière et marine). Pour y parvenir, une stratégie intelligente de développement de la recherche est proposée pour la mise en œuvre, la mise à l'essai et la surveillance d'innovations en

AEBE, à la fois techniques et organisationnelles. En conséquence, on s'attend à une transformation des systèmes agroalimentaires, à une adaptation des pratiques de gestion foncière et à un renforcement des chaînes de valeur. L'objectif est de mettre en œuvre une approche territoriale ascendante pour concevoir et tester un large éventail d'innovations AEBE susceptibles de permettre d'autres initiatives à l'échelle nationale, de telle sorte que les efforts intersectoriels et interterritoriaux contribuent à la réalisation des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre. De même, les systèmes nationaux de technologie et d'innovation (STI) seront renforcés afin de promouvoir et d'accroître les investissements dans les STI, et, surtout, de générer de nouvelles stratégies et de nouveaux mécanismes répondant au défi de s'adapter aux changements climatiques et de réduire les émissions de gaz à effet de serre provenant de l'agriculture, de l'exploitation forestière et d'autres affectations des terres.

Les principales réalisations d'ABRIGUE sont les suivantes : (i) les acteurs liés à l'assistance technique sont formés pour aider les agriculteurs à mettre en œuvre des systèmes de production agroécologiques qui intègrent des produits naturels et génèrent des bioéconomies durables, (ii) les communautés locales et les conseillers techniques surveillent l'impact des systèmes de production agroécologiques sur les services écosystémiques et l'adaptation aux stratégies de changement climatique, (iii) les acteurs des chaînes de valeur intégrées mettent en œuvre un système de sauvegarde participatif pour certifier leurs produits issus de la bioéconomie, (iv) les responsables politiques et les décideurs disposent de connaissances pratiques et de recommandations sur les conditions favorables au soutien des produits de la bioéconomie basés sur l'agroécologie et (v) les bénéficiaires indirects développent et partagent des connaissances sur les approches co-innovantes en agroécologie et dans les chaînes de valeur intégrées de la bioéconomie.

Les principaux extrants d'ABRIGUE sont les suivants : (i) connaissance agroécologique et coconception de chaînes de valeur de la bioéconomie, (ii) système de surveillance et d'évaluation pour l'adaptation aux changements climatiques et la responsabilité des services écosystémiques, (iii) système de garantie participatif pour les produits de la bioéconomie, (iv) recommandations pour des directives politiques et (v) produits de communication tels que des articles scientifiques, des manuels, des vidéos, des articles de médias sociaux, entre autres.

### Principales activités

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet ABRIGUE, l'empreinte carbone et les effets possibles de la variabilité climatique et des changements climatiques sur les systèmes de production actuels seront estimés. Des scénarios d'adaptation aux changements climatiques seront élaborés en intégrant les éléments d'adaptation et de réduction de l'empreinte carbone dans les systèmes de production. Le projet permettra également de concevoir et de valider les pratiques agroécologiques et de les intégrer aux systèmes de production existants. Une plateforme multi-acteurs sera élaborée pour aider à formuler des stratégies AEBE et à former les acteurs locaux aux techniques de production agroécologiques et aux pratiques durables de pêche artisanale. Le projet élaborera une stratégie pour le renforcement commercial des chaînes de valeur AEBE et instaurera un système de partage des connaissances et d'innovation technologique (AKIS) à l'appui des AEBE. ABRIGUE concevra et mettra à l'essai de nouvelles chaînes de valeur axées sur des produits agroécologiques, mettra en œuvre des stratégies visant à améliorer leurs aspects commerciaux et mettra au point un

circulaire, de manière à permettre l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets dans les zones côtières et les frontières forestières de la Colombie

système de garantie participatif pour la certification des produits agroécologiques / issus de la bioéconomie. Enfin, le projet mettra en œuvre des stratégies pour le renforcement des capacités, du financement, de la gouvernance, des réglementations et des politiques dans les STI en ce qui concerne les AEBE, conformément au modèle de gouvernance à multiniveaux de l'OCDE, et produira des lignes directrices et des recommandations pour améliorer les conditions de mise en œuvre des politiques.

## Organisation

Le projet est organisé en six modules de travail interdépendants (MT). Dans chacun de ces modules, les tâches sont organisées en activités qui génèrent les résultats : (i) le module de travail 1 se concentre sur l'analyse des politiques publiques et la création de capacités pour une gouvernance responsable ; (ii) le module de travail 2 se concentre sur le développement méthodologique, le développement des plateformes d'innovation (AKIS) et la formation à l'appui de la conception de stratégies pour les chaînes bioéconomiques fondées sur des systèmes de production agroécologiques (AEBE) et les stratégies de commercialisation liées ; (iii) les modules de travail 3, 4 et 5 organisent, coconçoivent de manière participative et mettent en œuvre des stratégies AEBE dans chacune des régions de travail du projet (Caquetá, Meta et Chocó), mettent en œuvre des plateformes de formation et de partage des connaissances réunissant différentes parties prenantes et créent des indicateurs d'impact des changements climatiques et d'adaptation à leurs effets ainsi que des indicateurs pour la surveillance et l'évaluation des chaînes de valeur ; (iv) le module de travail 6 coordonnera la gestion administrative et financière du projet. Spécifiquement, le MT6 coordonnera et intégrera les activités des modules de travail.

## Entité chargée de l'exécution

- Amazon Institute of Scientific Research – SINCHI

## Partenaires principaux

- Ministère des Sciences, de la Technologie et de l'Innovation – Minciencias ;
- Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement – CIRAD ;
- Université technologique de Choco « Diego Luis Córdoba » (UTCH) ;
- Société colombienne de recherche agricole – AGROSAVIA.

## Autres parties prenantes clés

Organisations de producteurs, entreprises locales, autorités locales, ministère de l'Environnement et du Développement durable, ministère de l'Agriculture et du Développement rural, ministère des Sciences, de la Technologie et de l'Innovation, conseils des communautés locales.

## Localisation

Chocó, Caquetá et Meta (Colombie).

#### Financement et cofinancement

UE	3 320 000 €
Partenaires	830 000 €
Budget total	4 150 000 €

#### Durée

36 mois (mai 2021 à mai 2024)